

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 28/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEPL**

16 avenue du Gros Chêne  
PARC D'ACTIVITÉ Les Bellevues  
95610 Éragny

Références : ud95-2025-0226  
Code AIOT : 0006505631

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement CEPL implanté 16, avenue du Gros Chênes PARC D'ACTIVITÉ Les Bellevues 95610 Éragny. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEPL (EX SONY FRANCE)
- 16, avenue du Gros Chênes PARC D'ACTIVITE Les Bellevues 95610 Éragny
- Code AIOT : 0006505631
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un entrepôt composé de deux bâtiments : une cellule de stockage de 17 000 m<sup>2</sup> et un transtockeur de 6 000 m<sup>2</sup> et 32 mètres de haut.

L'entrepôt stock principalement du matériel électroniques.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Risque chronique - séparateur hydrocarbure	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4 Annexe II	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	12 mois
2	Risque accidentel – exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 03/03/1993, article 22	Demande d'action corrective	2 mois
7	Risque accidentels, Moyen d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 Annexe II	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Risques accidentels, Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 Annexe II	Sans objet
4	Risques accidentels, Modalités de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 Annexe II	Sans objet
5	Risque accidentels, Maintenance périodique des installations	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe II	Sans objet
6	Risque accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 Annexe II	Sans objet
8	Risque accidentel, Installations électrique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe II	Sans objet
9	Risque accidentels, Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 Annexe II	Sans objet
10	Risques accidentels, Protection foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe II	Sans objet
11	Risque accidentel – FLUMILOG	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 Annexe VIII	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'Inspection a constaté 3 non-conformités dont une proposition de mise en demeure.  
Le site ne possède pas de séparateur hydrocarbure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Risque chronique -séparateur hydrocarbure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque chronique - séparateur hydrocarbure
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>1.6.4. Eaux pluviales de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017</u></b>  Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. [...]  ---  <b><u>Inspection du 17/07/2020</u></b>  Courrier n°1A 158 159 561 83 daté du 14 février 2020 L'exploitant a transmis le rapport de visite du SIARP (réf DM/SL/KM/ CC/MSI/19/1609) concernant la vérification des installations d'assainissement de l'établissement. Ce rapport confirme l'absence de dispositif séparateur d'hydrocarbures. Le rapport mentionne également plusieurs non-conformités relatives aux rejets d'eaux usées.  L'exploitant a également transmis un devis de la société Hydra (courriel daté du 17 décembre 2019) pour l'installation de trois séparateurs à hydrocarbures, le raccordement des appareils au réseau et la modification du tracé de ce dernier. La société Hydra joint à ce devis un calcul des débits de chaque séparateur. Ces débits doivent être validés par la commune. L'exploitant a précisé être par ailleurs en attente du devis d'une société concurrente (Espaces TP).  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les échanges de mail d'hydrocarbures sur le site de la avec le service municipal en charge de ces sujets, qui n'a pas encore répondu sur le fond du dossier.  Ces éléments ne permettent pas de lever la non-conformité.  <b>Non-conformité n°1 (aux points 1.6.3 et 1.6.4 de l'annexe II de l'Arrêté du 11 avril 2017) :</b> l'exploitant ne possède pas de dispositif séparateur d'hydrocarbures ou tout autre dispositif d'effet équivalent, et ne réalise pas de mesures des paramètres de ses rejets aqueux.  L'inspection demande à l'exploitant d'engager la mise en conformité de son installation au plus vite. Dès validation des débits par la mairie, l'exploitant transmettra à l'inspection un bon de commande et un calendrier pour la réalisation des ouvrages nécessaires au bon traitement des eaux pluviales sur le site.

**Constats :**

L'exploitant a expliqué qu'il n'y avait toujours pas de séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a rencontré des difficultés. Il a prévu une étude de faisabilité cette année. Il a présenté une lettre de commande à destination du bureau d'étude B3E en date du 14 février 2025, pour la réalisation de l'étude de faisabilité. Le délai d'exécution était le 31 mars 2025.

**La non-conformité n'est pas levée.**

**Non-conformité :** L'exploitant ne possède pas de dispositif séparateur d'hydrocarbures ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.6.4 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, dans un délai de 12 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

## N° 2 : Risque accidentel – exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/1993, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentel – exercice incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Arrêté préfectoral d'autorisation du 03 mars 1993</u></b>  <b>Article 22</b> b) consignes d'incendie Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie. Elles sont rédigées de manière compréhensible par tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires. Les consignes comportent notamment : les moyens d'alerte ; le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement ; le numéro d'appel des sapeurs pompiers ; les moyens d'extinction à utiliser. Ces consignes sont affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.  c) plan d'intervention Un POI d'intervention contre l'incendie est établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de secours et après avis du CHSCT de l'établissement. [...]  <b><u>Arrêté ministériel du 11 avril 2017</u></b>  <b>Point 3.5 de l'Annexe II</b> L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;  <b>Point 13 de l'Annexe II</b> <b>Moyens de lutte contre l'incendie</b> [...] L'exploitant joint au dossier prévu à l'article 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

### Inspection du 04/07/2019

**Non-conformité n° 3** : l'exploitant n'a réalisé aucun exercice de défense incendie, depuis la mise en service de l'exploitation.

### Inspection 10/07/2020

Courrier n°1A 158 159 561 83 daté du 14 février 2020 L'exploitant a transmis son plan d'intervention interne, révisé en date du 13 février 2020, et incluant le compte-rendu du dernier exercice interne incendie, qui s'est déroulé le 24 octobre 2019.

L'exploitant a transmis les échanges de courriel avec l'adjudant-chef Stéphane BOUREZ du SDIS 95, relatifs à l'organisation d'un exercice de défense incendie. Les dates prévues étaient situées courant mars 2020, et l'exercice a été reporté pour cause de Covid-19.

Ces éléments ne permettent pas de lever la non-conformité.

**Non-conformité n°2** (au point 13 de l'annexe II de l'Arrêté du 11 avril 2017) : l'exploitant n'a réalisé aucun exercice de défense incendie, depuis la mise en service de l'exploitation.

L'inspection demande à l'exploitant de reprendre contact avec le SDIS 95 afin de planifier un exercice au plus vite, et au plus tard le 31 décembre 2020. Le cas échéant, l'exploitant organisera l'exercice sus-cité en l'absence du SDIS.

### **Constats :**

L'exploitant a réalisé un exercice inopiné de défense incendie avec le SDIS le 16 octobre 2020.

L'exploitant a expliqué vouloir organiser un nouvel exercice de défense incendie avec le SDIS le premier semestre de 2025.

Cependant, l'exploitant a montré à l'Inspection le courriel indiquant qu'il a annulé le 23 novembre 2024 l'exercice de défense incendie.

L'exploitant a fourni un courriel montrant une nouvelle prise de contact avec le SDIS afin de reprogrammer un exercice de défense incendie.

**La prescription contrôlée n'est pas respectée. La non-conformité n'est pas levée.**

**Non-conformité** : L'exploitant n'a pas renouvelé au moins tous les trois ans l'exercice de défense incendie. L'Inspection rappelle que l'exploitant n'est pas dans l'obligation d'effectuer les exercices de défense incendie en présence du SDIS.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 2 mois

### N° 3 : Risques accidentels, Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations Classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les</p>



matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

L'exploitant a expliqué que l'état de stock pouvait être extrait facilement du réseau informatique.

L'exploitant a fourni l'état des stocks et le plan de stockage. L'état des stocks était composé du type de matériel, zone de stockage, le type de stockage et le volume.

Cet état des stocks et plan de stocks sont présents dans le Plan de Défense Incendie.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Risques accidentels, Modalités de stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 Annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels, Modalités de stockage

**Prescription contrôlée :**

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;

2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :

- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;

- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.

- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

[...]

---

**Rapport d'inspection du 17/07/2020**

L'exploitant a fourni un état des stocks détaillé par rubrique de la nomenclature des ICPE. Pour la rubrique principale (1510), le stock au jour de l'inspection s'élevait à 2 159 tonnes, pour plus de 47 000 tonnes autorisées.

Toutefois, l'inspection a constaté au sein du bâtiment 1 un stockage particulièrement dense, en dehors de zone de racks. L'exploitant a expliqué cette situation par :

- une activité très importante faisant suite au déconfinement, depuis mi-mai;

- la réorganisation de l'activité au sein du bâtiment, avec l'installation d'une nouvelle ligne

d'emballage  
Sur-mesure.

L'exploitant a précisé qu'il s'agissait là d'une situation temporaire qui devrait très prochainement rentrer dans l'ordre.

**Observation n°3 :** l'inspection demande à l'exploitant de réorganiser au plus vite le stockage en masse aux abords des différentes lignes de préparation des expéditions, et de délimiter clairement les zones de stockage (en masse, à fin de picking, etc.) en veillant à respecter les distances réglementaires entre chaque zone.

**Constats :**

Le site est composé d'un bâtiment (Bâtiment 1) composé d'une zone de stockage sur rack, une zone de préparation de commande, une zone de stockage en masse et une zone de chargement, ainsi qu'un magasin sécurisé (transtockeur dont le stockage est sur 30 mètres de hauteur).

Le site est équipé d'un système d'extinction automatique.

Lors de la visite dans le bâtiment 1, l'Inspection a constaté que la hauteur de stockage sur rack ne dépassait pas les 8 mètres de hauteur et la distance entre les racks faisait au moins 2 mètres. Visuellement, la distance entre les têtes de sprinkler et le stockage sur rack était au moins d'un mètre. Sur chaque rack, il y avait des affiches indiquant notamment la charge maximale par niveau, la distance entre niveaux, le nombre de niveaux et les dimensions des charges.

Dans la zone de stockage en masse, le stockage ne dépassait pas les 3 mètres de hauteur.

Dans la zone de préparation, des zones de stockage en masse ont été délimitées. Les allées faisaient au moins 2 mètres de largeur et la hauteur de stockage faisait moins de 2 mètres.

L'ensemble du site est ordonné et l'Inspection ne constate pas d'anomalie.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Risque accidentels, Maintenance périodique des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentels, Maintenance périodique des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</b>  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. [...]
<b>Constats :</b>  <b><u>Exutoire :</u></b>  L'exploitant a fourni par courriel le 02 février 2025, le rapport de maintenance du système de sécurité incendie et/ou matériel incendie, rédigé par la société SIA en date du 20 janvier 2025. Le système de désenfumage naturel est en bon état de fonctionnement, d'après le rapport.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>  <b><u>Porte coupe feu :</u></b>  L'exploitant a fourni par courriel le 02 février 2025, le procès-verbal de fin de travaux pour le contrôle et la maintenance des portes coupe-feu (PCF), réalisé par la société ANTIGNIS PORTES COUPE-FEU le 16 janvier 2025. Il y a la présence de 7 portes coupe-feu coulissantes et deux portes coupe-feu battantes sur le site. Une des portes coupe-feu battante ne se ferme pas d'après le rapport (ne finit pas sa course à cause de la béquille de la porte PCF).  L'exploitant a également fourni un deuxième rapport réalisé par la même société, en date du 03 février 2025. D'après ce document, la PCF battante ne ferme toujours pas et une autre PCF présente une anomalie : « <i>Ralentisseur hydraulique de fermeture HORS SERVICE (garniture caoutchouc axe poulie ralentisseur retrouvé au sol) - NOTA : le réglage de la tension du câble reste temporaire et ne garantit pas une bonne fermeture après plusieurs utilisations</i> ».  Lors de l'Inspection, l'exploitant a expliqué que les deux PCF n'avaient toujours pas été réparées mais l'exploitant a fourni un bon de commande en date du 06 février 2025 de la société ANTIGNIS pour la remise en état des 2 PCF. L'exploitant a également fourni un courriel de cette société indiquant qu'elle allait passer le 06 mars 2025. Au vu des éléments apportés, l'Inspection considère que la maintenance des portes coupe-feu est correctement suivie et les anomalies détectées précédemment seront rapidement résolues.  Lors de la visite, l'Inspection a constaté qu'au niveau de la PCF coulissante séparant le bâtiment 1 et la salle de repos du personnel, une cloison avec une porte a été installée. Cependant, la poignée de la porte faisait obstacle à la fermeture de la PCF.

L'exploitant a fourni par courriel le 07 mars 2025 les éléments indiquant que la poignée de la porte a été enlevée et que l'ouverture de la porte a été inversée. L'inspection a constaté qu'il n'y avait plus d'obstacle empêchant la fermeture de la PCF.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Système de détection :**

L'exploitant a fourni par courriel le 02 février 2025, le rapport de visite d'entretien du 9 et 10 septembre 2024 du système de détection incendie réalisé par la société JARRE SECURITE. Le rapport mentionne qu'une centrale incendie MGH a une batterie non fonctionnelle. Cette dernière a été remplacée le 10 septembre 2024, par la société JARRE SECURITE.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées : Sans suites**

**N° 6 : Risque accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le rapport de vérification du système d'extinction automatique d'incendie rédigé par la société AAI et dont l'intervention a eu lieu le 21 août 2024. Le rapport indique aucune non-conformité.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Risque accidentels, Moyen d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentels, Moyen d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; [...] L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...]
<b>Constats :</b>  <b><u>Extincteur :</u></b> L'exploitant a fourni le 02 février 2025, par courriel, le rapport d'intervention pour les extincteurs, rédigé et réalisé par la société CHUBB le 17 mai 2024. 13 extincteurs ont été sortis, 239 ont été sortie et 47 extincteurs ont une révision décennale non effectuée (remplacement proposé).  L'exploitant a également fourni le rapport d'intervention pour les extincteurs en date du 12 juin 2024, rédigé et réalisé par la société CHUBB. Les 47 extincteurs ont été traités et remplacés par des nouveaux extincteurs.  Lors de l'inspection, un contrôle par sondage des extincteurs a été réalisé. Aucune anomalie n'a été relevée.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>  <b><u>RIA :</u></b>  L'exploitant a fourni le 02 février 2025, par courriel, le rapport d'intervention pour les RIA en date du 20 mars 2024 rédigé et réalisé par la société CHUBB. Le rapport indique les éléments suivants : - Bon état : 1 - RIA : décennale non réalisée : 17 - RIA : quinquennale non réalisée : 1  Les vérifications décennales pour 17 RIA et quinquennales pour 1 RIA n'ayant pas été réalisés, la maintenance des RIA n'a donc pas été correctement réalisé. <b>La prescription contrôlée n'est pas respectée.</b>  Lors de l'inspection, un contrôle par sondage des RIA a été réalisé. Aucune anomalie n'a été relevée.

<b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas réalisé les vérifications décennales pour 17 RIA et quinquennales pour 1 RIA, ne permettant pas d'assurer le bon état de fonctionnement des RIA concernés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois



**N° 8 : Risque accidentel, Installations électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentel, Installations électrique et équipements métalliques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le 02 février 2025, par courriel, le compte rendu de vérification périodique de l'installation électrique (Q18) rédigé par la société BUREAU VERITAS intervenu du 28 mai 2024 au 30 mai 2024. La vérification complète des installations électriques de l'établissement a été réalisée. L'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.  L'exploitant a également fourni le compte rendu de contrôle d'une installation électrique (Q19) par thermographie infrarouge rédigé par la société BUREAU VERITAS, intervenu le 27 novembre 2024. Le rapport indique que « A l'issue de l'intervention, il semblerait que le risque d'incendie des éléments et appareillage contrôlés [...] soit faible. ».  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Risque accidentels, Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>23. Plan de défense incendie (Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°)</b>  Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »  Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li><li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li><li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li><li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li><li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li><li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li><li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li><li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li></ul> [...]  Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.  Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
  - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;
  - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.
- [...]

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni le Plan d'Opération Interne (POI) qui comprend les documents du Plan de Défense Incendie.

Le POI est composé notamment des documents suivants :

- les horaires du site et date d'ouverture ;
- les numéros de téléphone du Poste de Contrôle (PC) sécurité et de télésurveillance ;
- le schéma d'alerte en heure ouvrée et en heure non-ouvrée ;
- une fiche réflexe : alarme incendie ;
- document d'alerte pompier et SAMU ;
- les numéros de téléphone des interlocuteurs extérieurs (ICPE, municipalité d'Eragny, préfecture, SDPCI) et voisin ;
- les numéros de téléphones internes ;
- le plan de voie de circulation ;
- le plan d'entrée, de sortie et le point d'accueil ;
- le plan de système automatique d'incendie et des fiches réflexes associées permettant de comprendre son fonctionnement ;
- le plan de stockage ;
- le plan du réseau électrique ;
- le plan localisant les poteaux incendies ;
- les scénarios accidentels ;
- l'organisation des secours ;
- le recensement des moyens de lutte contre incendie ;
- une fiche réflexe incendie - pollution ;
- une fiche réflexe sur le système de désenfumage ;
- une fiche réflexe sur le système d'alarme incendie.

Le POI est mis à jour régulièrement et d'après l'exploitant, il serait disponible dans le bureau du directeur et sur le réseau informatique.

Au niveau du poste de garde, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il y avait l'ensemble des fiches réflexes et les habilitations présentes dans le POI.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Risques accidentels, Protection foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, Protection foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.  <b>Article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010</b> <b>(Arrêté du 19 juillet 2011, article 2 et Arrêté du 28 février 2022, article 1er 3° et 4°)</b>  Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.  « L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.  « La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. »  Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.  « Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le 02 février 2025, par courriel, l'analyse risque foudre - Etude technique, rédigé par la société BCM en date du 11/12/2013. La réalisation de l'analyse est réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 (version décembre 2012). L'analyse risque foudre indique que le site n'a pas besoin de protection contre la foudre.  L'exploitant a expliqué qu'il n'y a eu aucune modification depuis 2013. Il n'y a pas de panneaux photovoltaïques.  L'Inspection lors de sa visite, n'a pas constaté de modification nécessitant de refaire une nouvelle analyse risque foudre.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Risque accidentel – FLUMILOG**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentel – FLUMILOG
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>1. Etude des effets thermiques</b>  L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m <sup>2</sup> . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.  Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni l'étude des effets thermique par la méthode FLUMILOG.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite